

Unité départementale Le Havre
48 rue Denfert Rochereau
BP 59
76084 Le Havre

Le Havre, le 07/05/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CHEVRON ORONITE SAS

Route du Pont VII
7014 X
76700 Gonfreville-L'Orcher

Références : 20260327_risques-chroniques
Code AIOT : 0005800439

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/03/2026 dans l'établissement CHEVRON ORONITE SAS implanté Route du Pont VIII 76700 Gonfreville-l'Orcher. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite intervient un peu plus d'un an après l'entrée en vigueur de l'arrêté ministériel du 04/11/2024 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations du secteur de la chimie relevant du régime de l'autorisation au titre de l'une au moins des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement : 3410 à 3460, ou 3710 lorsque la charge polluante principale provient d'une ou plusieurs installations relevant de l'une au moins des rubriques 3410 à 3460.

Cette inspection a donc eu pour but de contrôler la prise en compte des nouvelles prescriptions, et des modifications réglementaires induites par la publication de cet arrêté.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CHEVRON ORONITE SAS
- Route du Pont VIII 76700 Gonfreville-l'Orcher
- Code AIOT : 0005800439
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société CHEVRON ORONITE SAS est autorisée par un arrêté préfectoral cadre, modifié, du 23 mars 2017 à exercer ses activités sur le territoire de la commune de Gonfreville-l'Orcher. Plus précisément, elle exploite des installations de fabrication et de développement d'additifs pour carburant et lubrifiant.

Le site est classé SEVESO Seuil Haut compte tenu des quantités de produits toxiques, inflammables et dangereux pour l'environnement stockés sur le site (rubriques 4110, 4130, 4330, 4510 et 4511).

Le site est également IED (directive sur les émissions industrielles) au titre des rubriques 3110 et 3410a,b,c. Le document de référence sur les meilleurs techniques disponibles (BREF) principal est le BREF sur la chimie organique à grand volume de production "LVOC".

Thèmes de l'inspection :

- Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une

mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Campagne d'Ecotoxicité	Arrêté Ministériel du 04/11/2024, article 2	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
3	Fréquence de surveillance	Arrêté Ministériel du 04/11/2024, article 3.2.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
6	Valeurs limites d'émissions (applicables)	Arrêté Ministériel du 04/11/2024, article 5.4.1.4	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Inventaire des flux	Arrêté Ministériel du 04/11/2024, article	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
		2.2.1		
4	Unités de traitement des effluents	Arrêté Préfectoral du 23/03/2017, article 8.2.1.4	/	Sans objet
5	Applicabilité des articles	Arrêté Ministériel du 04/11/2024, article 5.1.1.1 et 5.1.1.4	/	Sans objet
7	Plan de gestion des solvants (PGS)	Arrêté Préfectoral du 23/03/2017, article 8.2.1.3	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le récolement de l'arrêté ministériel du 04/11/2024 doit être poursuivi, et approfondi sur l'ensemble des paramètres et de manière exhaustive. L'inspection des installations classées a procédé par sondage au jour de la visite, mais l'exploitant doit avoir une vision complète de la réglementation qui lui est applicable.

Il ressort également que l'arrêté ministériel du 04/11/2024 engendre des modifications dans la surveillance et dans les valeurs limites d'émission (VLE) qui ne sont pas toutes prises en compte par l'exploitant.

En ce sens, l'inspection propose au Préfet de mettre en demeure l'exploitant de :

- mettre en place une surveillance des SO₂ en continu sur l'émissaire F104, conformément à l'article 3.2.2 de l'arrêté susmentionné
- respecter la VLE à 300 mg/Nm³ pour les SOX pour l'émissaire F104, conformément à l'article 5.4.1.4 de l'arrêté susmentionné.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Campagne d'Ecotoxicité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/11/2024, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Echéances
Prescription contrôlée : [...] VII. - Sans préjudice des dates d'entrée en vigueur prévues au I, la première série de campagnes de mesure pour la caractérisation initiale prévue au 3.3 de l'annexe I, visant à déterminer la fréquence de surveillance de la toxicité des émissions dans l'eau, sont réalisées au plus tard au 30 octobre 2025 pour les installations mentionnées au a du I. [...]

Constats :

L'article susmentionné fait référence à l'article 3.3 de l'annexe I qui prescrit :

«I. - L'exploitant surveille ses rejets dans l'eau, à certains points de prélèvement clés, en utilisant des méthodes de mesurage lui permettant de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les normes mentionnées dans le tableau ci-dessous sont réputées permettre l'obtention de données d'une qualité scientifique suffisante.[...]

S u b s t a n c e ou paramètre (1)	Norme(s)	Secteur,procédé ou source	Fréquence minim ale de surveillance (2)	Code Sandre
[...]	[...]	[...]	[...]	[...]
Toxicité(9)				
Œ u f s d e poissons (Danio rerio)	NF EN ISO 15088	Tous	Adéterminer après une caractérisation initiale	Néant
Daphnies(Daph nia magna Straus)	NF EN ISO 6341	Tous	Adéterminer après une caractérisation initiale	Néant
Bactéries lumine scentes (Vibrio fischeri)	NF EN ISO 11348- 1, NF EN ISO 11348-2 ou NF EN ISO 11348-3	Tous	Adéterminer après une caractérisation initiale	Néant
Lentilles d'eau (Lemna minor)	NF EN ISO 20079	Tous	Adéterminer après une caractérisation initiale	Néant
Algues	NF EN ISO 8692, NF EN ISO 10253 ou NF EN ISO 10710	Tous	Adéterminer après une caractérisation initiale	Néant

[...](1) La surveillance n'est applicable que lorsque la substance ou le paramètre concerné est pertinent pour le flux d'effluents aqueux, d'après l'inventaire mentionné au point 2.2. La pertinence de la substance ou du paramètre concerné est évaluée sur la base d'un guide reconnu par le ministre chargé de l'environnement.

(9) La surveillance de la toxicité est réalisée à l'aide d'une combinaison appropriée des méthodes listées ci-dessus.

Lors de la visite, l'exploitant a déclaré que la campagne d'écotoxicité avait été réalisée en 2025, et que des mesures étaient réalisées sur site régulièrement.

L'inspection des installations classées a constaté sur la plateforme de transmission des résultats d'autosurveillance GIDAF que l'exploitant faisait des mesures trimestrielles sur le paramètre Daphnies.

L'inspection a consulté les mesures dans les effluents reportées dans GIDAF. Les résultats suivants ont été consultés :

- Octobre 2025: 0 Equitox/m³;
- Juillet 2025: 0 Equitox/m³;
- Avril 2025: 0 Equitox/m³;
- Février 2025: 0 Equitox/m³.

La prescription impose que les mesures soient faites conformément à la norme NF EN ISO 6341. Cette conformité devra être justifiée.

Conformément au projet de guide "Surveillance de la toxicité des rejets aqueux" du ministère en charge de l'environnement, plusieurs campagnes de mesures doivent être réalisées pour établir la caractérisation initiale des rejets afin de pouvoir définir la surveillance périodique.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande de justificatif :

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de justifier, dans un délai de deux mois, du respect de la norme NF EN ISO 6341 en transmettant le dernier rapport de mesure d'octobre 2025 et le protocole.

Demande d'action corrective :

L'exploitant doit présenter sous le même délai son plan d'action concernant la mise en œuvre de la caractérisation initiale de l'écotoxicité de ses rejets aqueux, conformément au projet de guide "Surveillance de la toxicité des rejets aqueux".

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Inventaire des flux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/11/2024, article 2.2.1

Thème(s) : Risques accidentels, Inventaire des flux

Prescription contrôlée :

I. - L'exploitant établit, tient à jour et révise régulièrement (notamment à la suite d'une transformation majeure), un inventaire des émissions atmosphériques canalisées et diffuses ainsi que des flux d'effluents aqueux, dans le cadre du système de management environnemental (voir le 2.1), présentant les caractéristiques suivantes :

i. Des informations sur le ou les procédés de production chimique, y compris :

- a. Les équations des réactions chimiques, montrant également les coproduits ;
- b. Des schémas simplifiés de circulation des flux du procédé, montrant l'origine des émissions ;
- c. Une description des techniques intégrées au procédé et du traitement des effluents aqueux et

gazeux à la source, avec indication de leurs performances ;

ii. Des informations sur les émissions atmosphériques canalisées, notamment :

- a. Le ou les points d'émission ;
 - b. Les valeurs moyennes de débit et de température et la variabilité de ces paramètres ;
 - c. Les valeurs moyennes de concentration et de débit massique des substances et paramètres pertinents (notamment COVT, CO, NOX, SOX, Cl₂, HCl) et la variabilité de ces paramètres ;
 - d. La présence d'autres substances susceptibles d'avoir une incidence sur le ou les systèmes de traitement des gaz résiduels ou sur la sécurité de l'unité (notamment oxygène, azote, vapeur d'eau, poussières) ;
 - e. Les techniques utilisées pour éviter ou réduire les émissions atmosphériques canalisées ;
 - f. L'inflammabilité, les limites inférieure et supérieure d'explosivité, la réactivité ;
 - g. Les méthodes de surveillance (voir le 3) ;
 - h. La présence de substances CMR de catégorie 1A, CMR de catégorie 1B ou CMR de catégorie 2.
- La présence de ces substances est évaluée sur la base d'un guide reconnu par le ministre chargé de l'environnement.

Pour les COVT, on considère que la présence de substances CMR de catégorie 1A ou 1B ou CMR de catégorie 2 est pertinente dès lors que le flux horaire de la fraction de COV CMR dans les gaz résiduels est supérieur ou égal à 0,2 g/h (en masse de composés) ;

iii. Des informations aussi sur les émissions atmosphériques diffuses, notamment :

- a. L'identification de la ou des sources des émissions ;
- b. Les caractéristiques de chaque source d'émissions (par exemple émissions fugitives ou non fugitives ; source fixe ou mobile ; accessibilité de la source des émissions ; source couverte ou non par un programme LDAR de détection et de réparation des fuites) ;
- c. Les caractéristiques du gaz ou du liquide en contact avec la ou les sources des émissions, y compris :
 - 1. L'état physique ;
 - 2. La pression de vapeur de la ou des substances présentes dans le liquide, la pression du gaz ;
 - 3. La température ;
 - 4. La composition (en poids pour les liquides ou en volume pour les gaz) ;
 - 5. Les propriétés dangereuses de la ou des substances ou des mélanges, y compris les substances ou mélanges CMR de catégorie 1A, CMR de catégorie 1B ou CMR de catégorie 2 ;
- d. Les techniques utilisées pour éviter ou réduire les émissions atmosphériques diffuses ;
- e. La surveillance (voir les 3.2.3.1, 3.2.3.2 et 3.2.3.3) ;

iv. Informations sur les caractéristiques des flux d'effluents aqueux, notamment :

- a. Valeurs moyennes et variabilité du débit, du pH, de la température et de la conductivité ;
- b. Valeurs moyennes de concentration et de charge des polluants et paramètres pertinents (notamment DCO ou COT, composés azotés, phosphore, métaux, sels, composés organiques) et variabilité de ces valeurs ;
- c. Données relatives à la biodégradabilité (notamment DBO₅, rapport DBO₅/DCO, essai de Zahn et Wellens, potentiel d'inhibition biologique comme la nitrification par exemple).

Constats :

Applicabilité :

Conformément à l'article 2 de l'arrêté susmentionné, cette prescription rentre en application le 19 novembre 2028 :

«[...] V. - Les prescriptions de l'annexe I relatives :

[...] - à l'inventaire des flux des émissions atmosphériques canalisées, notamment les points a, e, g et h du ii du 2.2, et à l'inventaire des émissions atmosphériques diffuses mentionnées au iii du 2.2 ;
[...]

sont applicables aux installations mentionnées au a du I, dans un délai de quatre ans à compter de la publication du présent arrêté.[...] »

Néanmoins, dans le cadre du précédent réexamen, l'exploitant avait déjà réalisé un inventaire des flux. L'inspection des installations classées dresse donc ici le bilan des informations déjà en possession de l'exploitant, et celles restant à fournir.

Description du fonctionnement de l'installation et des émissaires par l'exploitant :

A la demande de l'inspection des installations classées, et par courriel du 07/04/2026, l'exploitant a transmis l'inventaire des émissaires de l'installation comprenant leur localisation, les équipements raccordés, leur type, leur année de mise en service, et les combustibles. Également, l'exploitant a précisé schématiquement les unités désignées sur son installation ainsi que le fonctionnement de la collecte H2S.

Cet inventaire des émissaires liste également les émissaires liés à la combustion, pour lesquelles l'arrêté du 04/11/2024 ne s'applique pas.

Lors de la visite, l'exploitant a décrit le fonctionnement de son installation :

- L'émissaire du F104 est l'émissaire du four en aval de l'unité de récupération des solvants (SRU) par lequel transitent les effluents issus du collecteur H2S.

Le collecteur H2S est alimenté par les unités phénates et dithiosulfates.

- L'émissaire CHE650 est l'émissaire en aval de l'unité de traitement des odeurs qui traite les rejets des événements pollués. Elle fonctionne également en Back-Up du SRU.

Enfin, il apparaît, dans l'inventaire des émissaires transmis par l'exploitant, que:

- L'émissaire CHE780 est l'émissaire de l'unité sulfonation.
- Sept événements sont associés aux condenseurs des unités HOB1&2.
- L'émissaire V53 est l'émissaire des unités ALF1&2.

Contenu du précédent dossier de réexamen IED pour le BREF LVOC:

Dans le cadre du précédent inventaire des flux, l'exploitant avait identifié dans son dossier de réexamen les effluents émis par unité de l'usine, en détaillant les éléments du i de la prescription susmentionnée:

«a. Les équations des réactions chimiques, montrant également les coproduits ;

b. Des schémas simplifiés de circulation des flux du procédé, montrant l'origine des émissions ;»

qui sont des critères d'évaluation prescrits par l'arrêté susmentionné.

Néanmoins, il est à noter que cette description ne comprenait pas:

«c. Une description des techniques intégrées au procédé et du traitement des effluents aqueux et

gazeux à la source, avec indication de leurs performances» puisque le dossier de réexamen ne comprenait pas d'indicateur de performance. Ceci devra donc être inclus dans le prochain inventaire des flux.

En outre, les éléments du ii de la prescription susmentionnée ne sont pas décrits. Ainsi, le prochain inventaire devra comprendre les informations suivantes, nouvelles dans le cadre de l'arrêté par rapport au dernier BREF LVOC:

«a. Le ou les points d'émission ; [...]

e. Les techniques utilisées pour éviter ou réduire les émissions atmosphériques canalisées ; [...]

g. Les méthodes de surveillance (voir le 3) ;

h. La présence de substances CMR de catégorie 1A, CMR de catégorie 1B ou CMR de catégorie 2.

La présence de ces substances est évaluée sur la base d'un guide reconnu par le ministre chargé de l'environnement.

Pour les COVT, on considère que la présence de substances CMR de catégorie 1A ou 1B ou CMR de catégorie 2 est pertinente dès lors que le flux horaire de la fraction de COV CMR dans les gaz résiduaires est supérieur ou égal à 0,2 g/h (en masse de composés) ;[...]

Il est à noter que l'exploitant a fourni les éléments relatifs au point ii.a. comme mentionné plus haut en aval de la visite d'inspection.

Les informations suivantes, demandées dans le ii de la prescription susmentionnée, devront être précisées d'ici le 19/11/2028. Elles étaient demandées dans le cadre du précédent réexamen, mais les données fournies sont partielles ou absentes:

«b. Les valeurs moyennes de débit et de température et la variabilité de ces paramètres ;

c. Les valeurs moyennes de concentration et de débit massique des substances et paramètres pertinents (notamment COVT, CO, NOX, SOX, Cl₂, HCl) et la variabilité de ces paramètres ;

d. La présence d'autres substances susceptibles d'avoir une incidence sur le ou les systèmes de traitement des gaz résiduaires ou sur la sécurité de l'unité (notamment oxygène, azote, vapeur d'eau, poussières) ; [...]

f. L'inflammabilité, les limites inférieure et supérieure d'explosivité, la réactivité ;[...]

Également, les informations demandées dans le iv de la prescription susmentionnée étaient déjà présentes dans les conclusions du BREF LVOC précédentes, mais ont été insuffisamment étayées. Elles devront donc être précisées d'ici le 19/11/2028.

Enfin, l'exploitant devra apporter l'ensemble des informations prescrites au iii de la prescription susmentionnée, qui sont des demandes nouvelles de l'arrêté.

Inventaire des flux déjà réalisé sur site:

Unités	Effluents gazeux identifiés sur l'unité	Émissaires	Effluents aqueux identifiés sur l'unité
Alkylphénols	/		Noncaractérisé. Concentration en phénol contrôlée;
Phénate	H2S	CHE650 et F104	Noncaractérisé. Concentration en phénol contrôlée;
Alkyltoluène ALF1&2	Toluène	Eventset V53	Des traces de toluène non contrôlées.
Sulfonation	SO2, SO3, COV et toluène	C780	Sulfites contrôlés
Dithiosulfates de Zinc	H2S	CHE650 et F104	Part à la STEP; Concentration en phénol contrôlée
succinimide	CO2		Part à la STEP; Concentration en phénol contrôlée
Borates	air déshuilé		Part à la STEP; Concentration en phénol contrôlée
PIBSA	légers d'huile		Part à la STEP; Concentration en phénol contrôlée
Carboxylate	xylène, COV, méthanol	Events	part à la STEP: vérification du pH, de méthanol, redox, xylène
HOB1	2 solvants: xylènes, méthanol	Events	vérification du pH, de méthanol, redox, xylène
HHOB2	2 solvants: xylènes, méthanol	Events	vérification du pH, de méthanol, redox, xylène
Traitement H2S	H2S	CHE650 et F104	il manque une page

Traitement F104	NOX, H ₂ S, SO ₂ , COV, Poussières, phénol, métaux	CHE650 et F104	Part à la STEP; Concentrations en phénol et DCO, et pH contrôlés
-----------------	--	----------------	--

Un certain nombre d'informations sont donc d'ores et déjà connues, et devront être complétées avant l'échéance de 2028.

Il est à noter qu'un projet de guide est en cours d'édition par l'INERIS pour l'inventaire des flux. Cet inventaire devra donc être réalisé conformément aux recommandations retranscrites dans ce guide.

Cet inventaire permettra d'affiner la réglementation applicable en termes de paramètres contrôlés, et donc de surveillance.

La suite des constats établis dans le présent rapport prendra donc comme référentiel l'état des émissions reporté ci-dessus et actuellement connu par l'exploitant et l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Fréquence de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/11/2024, article 3.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Emissions canalisées
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - L'exploitant réalise la surveillance de ses émissions dans les gaz résiduels en utilisant des méthodes de mesurage lui permettant de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles.</p> <p>Les normes mentionnées dans le tableau ci-dessous sont réputées permettre l'obtention de données d'une qualité scientifique suffisante.</p> <p>II. - En l'absence de norme précisée dans le tableau, les méthodes mentionnées dans l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement publié au Journal officiel de la République française sont réputées satisfaire aux exigences du I.</p> <p>III. - Les points de mesure et les points de prélèvement d'échantillons sont équipés des plateformes et trappes d'accès nécessaires pour effectuer les mesures prévues ci-dessous.</p> <p>IV. - Les mesures (prélèvement et analyse) des émissions dans l'air sont effectuées au moins une fois par an par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'accréditation pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.</p> <p>(cf tableau de l'article 3.2.2 de l'arrêté ministériel du 04/11/2024)</p>
<p>Constats :</p> <p>L'applicabilité de la prescription est définie, en fonction des paramètres, à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 04/11/2024 susmentionné.</p>

Éléments de l'exploitant:

En amont de la visite, l'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant de lui transmettre un récolement de l'arrêté ministériel du 04/11/2024. L'exploitant a déclaré que pour réaliser ce récolement, il avait réalisé un comparatif entre les prescriptions des arrêtés préfectoraux en vigueur et celles de l'arrêté ministériel du 04/11/2024.

Dans son récolement, l'exploitant a identifié que les fréquences de surveillance de paramètres dans son arrêté préfectoral diffèrent des fréquences mentionnées dans l'arrêté ministériel.

Lors de la visite, l'inspection des installations classées a discuté avec l'exploitant de l'applicabilité des surveillances prescrites en fonction des paramètres, et des points manquants du récolement.

A la demande de l'inspection des installations classées, l'exploitant a transmis le récolement complété pour l'ensemble des paramètres à surveiller le 7/04/2026, après la visite.

En synthèse, l'exploitant considère la surveillance des paramètres suivants comme lui étant applicable:

Substance	Fréquence de surveillance dans l'arrêté préfectoral du 23/03/2017	Fréquence de surveillance dans l'arrêté ministériel du 04/11/2024	Applicabilité, conformément à l'annexe III de l'arrêté ministériel
Carbone organique volatil total (COVT)*	Un suivi est prescrit dans l'APC du 15/09/2022, une mesure annuelle pour le CHE 780 et la CHE650.	Aucun émissaire n'a un flux supérieur à 5 kg/h, aucune surveillance ne s'applique.	/
Substances CMR de catégories 1 ou 2	Pas de surveillance prescrite	Une fois tous les 6 mois. L'exploitant mentionne que le phénol est mesuré sur le F104, et que les mesures indiquent des résultats nuls. En conséquence, l'exploitant demande la suppression de la surveillance de ce paramètre.	19/11/2028
Toluène	Pas de surveillance prescrite, mais une mesure annuelle est faite sur le V53. Au regard de l'inventaire des flux, une présence de toluène	Une fois tous les 6 mois. L'exploitant déclare que le plan de mesurage sera corrigé en conséquence.	19/11/2028

	présence de toluène est également perceptible sur l'émissaire C780.		
Poussières*	Surveillance annuelle pour l'émissaire du F104	L'exploitant déclare qu'il n'exploite pas de four et réchauffeurs de la chimie organique grand volume. L'exploitant propose de réaliser une étude de stabilité pour l'émissaire F104 afin de demander une fréquence annuelle plutôt qu'hebdomadaire. L'exploitant ne se positionne pas sur les derniers critères de surveillance de ce paramètre.	Immédiatement
PM2,5 et PM10	Pas de surveillance prescrite	Une fois par an. L'exploitant propose d'inclure cette nouvelle surveillance dans son plan de mesure.	19/11/2028
Antimoine, chrome, cobalt, cuivre, étain, manganèse, nickel, vanadium et zinc et leurs composés	Pas de surveillance prescrite	L'exploitant estime que le F104 est concerné par cette surveillance mensuelle. L'exploitant propose d'inclure cette nouvelle surveillance dans son plan de mesure.	Immédiatement
Dioxyde de soufre *	Une mesure par an sur l'émissaire du F104, et un bilan matière et contrôle mensuel de rendement. Sur les autres émissaires,	L'exploitant déclare qu'il n'exploite pas de four et réchauffeurs de la chimie organique grand volume. L'exploitant propose	Immédiatement

	autres émissaires, CH650 et événements, les émissions sont évaluées par bilan matière.	L'exploitant propose de réaliser une étude de stabilité afin de demander une fréquence annuelle plutôt que tous les six mois pour les émissaires CHE780, des fours F101, 103, 105 et 22, et les chaudières 1, 3, 6, 7. Pour l'émissaire F104 dont la surveillance devrait être continue, l'exploitant déclare vouloir remplacer en 2032 l'oxydateur, et n'envisage pas l'installation d'un analyseur en ligne.	
Hydrogène sulfuré	Mesure annuelle pour les émissaires concernés (F104, CH650)	L'exploitant déclare qu'au regard des flux des émissaires, aucune surveillance en continu n'est à prévoir.	Immédiatement
Monoxyde de carbone *	Une mesure par an sur le F104	L'exploitant déclare qu'il n'exploite pas de fours et réchauffeurs de chimie organique grand volume. Néanmoins, dans le cadre du traitement thermique, une fréquence de surveillance d'une fois tous les 6 mois est applicable à l'émissaire F104. Des mesures annuelles sont applicables aux fours F101, 103, 105 et 22, et les chaudières 1, 3, 6,	Immédiatement

		chaudières 1, 3, 6, 7. Pour le F104, l'exploitant va faire une étude de stabilité pour que la fréquence de surveillance soit annuelle.	
Oxydes d'azote *	Une mesure par an pour le F104	L'exploitant déclare qu'il n'exploite pas de fours et réchauffeurs de chimie organique grand volume. Néanmoins, dans le cadre du traitement thermique, une fréquence de surveillance mensuelle est applicable à l'émissaire F104. Une fréquence de tous les six mois est applicable aux fours F101, 103, 105 et 22, et aux chaudières 1, 3, 6, 7. L'exploitant va faire une étude de stabilité pour que la fréquence de surveillance soit annuelle pour l'ensemble des émissaires.	19/11/2028 ou immédiatement

Les fours et réchauffeurs sont définis à l'annexe II de l'arrêté ministériel susmentionné:

«Les fours ou réchauffeurs industriels sont :

- des unités de combustion utilisées pour le traitement d'objets ou de matières de départ par contact direct, par exemple dans des procédés de séchage ou des réacteurs chimiques ; ou
- des unités de combustion dont la chaleur est transférée par rayonnement ou convection à des objets ou matières de départ à travers une paroi pleine sans l'intermédiaire d'un fluide caloporteur, comme les fours ou réacteurs servant à chauffer un flux qui sont utilisés dans l'industrie (péto)chimique.

Du fait de l'application de bonnes pratiques de valorisation énergétique, certains fours ou réchauffeurs industriels peuvent être associés à un système de production de vapeur ou d'électricité. Il s'agit d'une caractéristique propre à la conception du four ou réchauffeur industriel qui ne saurait être considérée isolément.»

L'exploitant pourra justifier l'absence de fours et de réchauffeurs industriels au titre de cette

définition sur son site.

Les substances marquées d'un (*) sont celles pour lesquelles il est possible, dans certains cas, de demander une fréquence de surveillance annuelle, sous réserve de justifier de la stabilité des émissions. Cette justification doit être menée en suivant le guide «Évaluation de la stabilité des émissions aqueuses et atmosphériques des industries» élaboré par l'INERIS.

L'inspection des installations classées, en salle de commande, n'a pas constaté que le paramètre oxydes de soufre était suivi en continu.

Analyse de l'inspection des installations classées:

- L'arrêté ministériel précise que pour un procédé LVOC avec un flux de COVT inférieur à 5 kg C/h, la surveillance est à réaliser une fois par mois. Cette fréquence est applicable immédiatement.

- Une justification du fait que l'émissaire F104 est le seul concerné pour la surveillance des poussières est attendue.

- Une justification du fait que le phénol est la seule substance CMR à surveiller est attendue. Notamment, l'inventaire des flux mentionne le xylène.

- L'exploitant demande à déroger à la surveillance du phénol. L'inspection des installations classées ne dispose pas d'élément pour juger que la présence de COV CMR n'est pas pertinente. La dérogation n'est donc pas acceptée. La fréquence réglementaire de surveillance est de tous les six mois pour ce paramètre, au titre des substances CMR de catégories 1 ou 2.

- Il apparaît clairement que l'émissaire F104 est soumis à surveillance en continu pour les paramètres de dioxydes de soufre. L'exploitant déclare que la mise en service d'un analyseur n'est pas envisagée d'ici 2032, avec le remplacement de l'oxydateur. L'exploitant n'a pas fourni de documents justificatifs étayant ses propos.

- L'exploitant s'engage à modifier son plan de mesurage, ou à réaliser des études de stabilité dans les cas où l'arrêté ministériel le permet.

Il apparaît que les fréquences de surveillance applicables à l'installation dans le cadre de l'arrêté ministériel ne sont pas appliquées au jour de l'inspection. Les fréquences de surveillance prescrites par arrêté préfectoral sont en grande partie moins contraignantes que celles prescrites par arrêté ministériel.

En particulier, l'absence de surveillance en continu pour le paramètre SO₂ n'est pas acceptable. L'inspection des installations classées propose au Préfet de mettre en demeure l'exploitant sur ce point.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande d'actions correctives :

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de lui transmettre, dans un délai de

deux mois, un calendrier pour la mise en place d'une autosurveillance en continu pour les émissaires concernés avec les paramètres pertinents, conformément à l'arrêté ministériel. Un jalonnement intermédiaire sur les étapes du projet est attendu.

Également, si l'exploitant se trouve dans l'impossibilité technique et financière de mettre en place cette surveillance en continu pour l'année 2026, l'exploitant doit transmettre, dans un délai de deux mois une étude technico-économique justifiant une demande de délai supplémentaire.

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de réaliser, dans un délai de deux mois, les premières mesures ponctuelles (toutes sauf la mesure en continu) réglementaires applicables au titre de l'arrêté ministériel. Celles-ci seront ensuite faites aux fréquences prescrites. L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant que d'ici la réception par l'inspection des études de stabilité, les fréquences de l'article susmentionné sont applicables.

Demande de justificatifs :

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de justifier, dans un délai de deux mois, que :

- L'émissaire F104 est le seul concerné pour la surveillance des poussières,
- Le phénol est la seule substance CMR à surveiller, le xylène étant mentionné dans l'inventaire.

L'exploitant justifiera également qu'il ne dispose pas de fours et de réchauffeurs industriels sur site au titre de l'annexe II de l'arrêté ministériel susmentionné.

L'inspection des installations classées propose au Préfet de mettre en demeure l'exploitant d'installer une surveillance en continu conformément à la prescription pour le paramètre SOX, dans un délai d'un an.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Unités de traitement des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/03/2017, article 8.2.1.4

Thème(s) : Risques chroniques, Suivi des paramètres en continu

Prescription contrôlée :

L'exploitant assure une surveillance des paramètres de fonctionnement des unités de traitement ainsi que de leurs rejets. [...]

Unité ou émissaire	Paramètres	Surveillance
Unité traitement H2S : Four de traitement H2S F601 et Oxydateur thermique F104	Débit en entrée	En continu
	Température	En continu

	Valeur moyenne du rapport H2S/SO2 avant le traitement final dans le second étage catalytique	En continu
[...]		
Unité traitement H2S : Back Up SRU (V650)(fonctionne quand four de traitement H2S [F601] à l'arrêt)	PH dans le V650	En continu
	Teneur en eau oxygénée dans le V650	Analyse toutes les 1/2h
[...]		

Constats :

Par sondage, sur le terrain, l'inspection des installations classées a constaté que le débit d'entrée, la température et la valeur moyenne du rapport H2S/SO2 étaient bien contrôlés dans la salle de commande de l'unité de traitement H2S. L'opérateur en présence a été en mesure d'expliquer le fonctionnement de l'unité.

L'inspection des installations classées a noté que la température du four 601 était une consigne à 1300°C.

En outre, l'inspection des installations classées a constaté, dans la salle de commande de l'unité de traitement H2S backup (V650) que le pH était bien suivi. L'opérateur a déclaré que l'analyse de la teneur en eau oxygénée était réalisée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Applicabilité des articles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/11/2024, article 5.1.1.1 et 5.1.1.4

Thème(s) : Risques chroniques, Applicabilité de l'arrêté ministériel

Prescription contrôlée :

cf. Prescriptions des article 5.1.1.1 et 5.1.1.4 de l'arrêté ministériel susmentionné

Constats :

Dans la première version du récolement transmise par l'exploitant en amont de la visite,

l'applicabilité de ces articles a été étudiée. Ces articles sont applicables au 19/11/2028.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Valeurs limites d'émissions (applicables)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/11/2024, article 5.4.1.4

Thème(s) : Risques chroniques, VLE

Prescription contrôlée :

Sauf indication contraire, l'exploitant respecte les valeurs limites d'émission ci-dessous. Les conditions de dérogation aux valeurs limites d'émission ci-dessous sont celles précisées à l'article 6 du présent arrêté.

[Tableau des valeurs limites d'émission]

Constats :

L'article susmentionné est spécifique aux installations LVOC, et est donc applicable à l'installation.

Cette remarque sera à prendre en compte dans le cadre de la réalisation du nouveau récolement de l'arrêté préfectoral.

Il est à noter que l'article 2 précise:

«[...]VIII. - Les prescriptions relatives à la réduction des émissions de COVT et de COV CMR de catégorie 1 et 2, mentionnées aux 5.1.1.1, 5.1.1.3, 5.1.1.4 et 5.4.1.4 de l'annexe I, sont applicables aux installations mentionnées au a du I, dans un délai de quatre ans à compter de la publication du présent arrêté. [...]»

En ce sens, les VLE (Valeurs Limites d'Emission) relatives aux COV entrent en vigueur le 19/11/2028. Le reste des VLE sont applicables dès maintenant à l'installation de CHEVRON.

L'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant de lui transmettre en amont de la visite un récolement de l'arrêté ministériel. A la suite de la visite et des discussions, l'exploitant a transmis le 7/04/2026 une nouvelle version complétée.

Lors de la visite, l'inspection des installations classées a traité par sondage l'application des VLE inhérentes aux oxydes d'azote et aux oxydes de soufre. Le tableau suivant reprend le récolement et le résultat des discussions autour de ces paramètres, ainsi que les poussières.

Substances	VLE de l'arrêté préfectoral du 23/03/2017	VLE de l'arrêté ministériel du 04/11/2024	Concentrations mesurées en 2025
Poussières	-5 g/Nm ³ pour les chaudières 1,3,6,7 et les fours F101, 103, 105 et 22. -60 mg/Nm ³ pour	-100 mg/Nm ³ pour les chaudières et les fours -40 mg/Nm ³ pour l'émissaire du F104	Les concentrations sont conformes pour les fours et les chaudières. Pour l'émissaire F104:

	-60 mg/Nm ³ pour l'émissaire F104	l'émissaire du F104	Pour l'émissaire F104: 27,67 mg/Nm ³ , ce qui est conforme à l'AM.
Oxydes d'azote (provenant du traitement thermique des COV par oxydation thermique) (NOx)	-500 mg/Nm ³ pour le F104	-100 mg/Nm ³ pour le F104	Pour l'émissaire F104: 44,47 mg/Nm ³
Oxydes de soufre (SOx)	-3500 mg/Nm ³	-300 mg/Nm ³	-6143 mg/Nm ³

On constate que pour les SOx et les NOx, les VLE de l'arrêté ministériel sont très inférieures à celles de l'arrêté.

Concernant les SOx, il apparaît que les émissions sont largement supérieures à la VLE de l'arrêté préfectoral, et de l'arrêté ministériel.

A la demande de l'inspection des installations classées, l'exploitant a transmis en amont de la visite le rapport de mesure des SO₂ sur le F104 en date du 07/07/2025.

Ce rapport de mesure mentionne que la concentration et le flux massique en SO₂ sont non conformes à l'arrêté préfectoral. Deux mesures ont été réalisées le 23/05/2025, sur une durée de trente minutes:

- La concentration est de 6143 mg/Nm³, avec deux mesures avec un fort écart: 3513 mg/Nm³ et 8773 mg/Nm³,
- Le flux massique est à 1805,91 g/h pour une VLE à 700 g/h. Les deux mesures sont de 965 g/h et 1805 g/h.

Il est noté que les conditions de fonctionnement sont renseignées comme étant nominales, et que le procédé est continu.

L'inspection des installations classées a également consulté le rapport de mesure du 09/09/2024. Celui-ci mentionne également une non-conformité pour la concentration en SO₂, alors mesurée à 5804 mg/Nm³. Le flux massique était lui conforme, avec une valeur de 530 g/h, pour une valeur seuil à 700 g/h.

L'inspection des installations classées note néanmoins que l'article 3.2.5.3 de l'arrêté préfectoral du 23/03/2017 est respecté en moyenne, si l'on se réfère au bilan SO₂ pour l'année 2025 calculé par l'exploitant et transmis en amont de la visite :

Valeurs seuils de l'arrêté préfectoral	Valeurs maximales sur l'année 2025
700kg/j de SO ₂ pour l'unité H ₂ S	666kg/j en avril 2025

120kg/j de SO ₂ pour l'unité sulfonation	6,77kg/j en janvier 2025
Cumul annuel sur 12 mois glissants: 180 t/an	164,79t entre janvier 2024 et janvier 2025

Néanmoins:

- la valeur limite d'émission en SO₂ de l'arrêté préfectoral de 3500 mg/Nm³ a été dépassée lors des deux contrôles réalisés pour l'élaboration du rapport de mesure 2025, ainsi que le flux;
- la valeur limite d'émission applicable étant celle de l'arrêté ministériel susmentionné, à 300 mg/Nm³, la situation n'est pas acceptable en l'état.

Concernant les NO_x, il apparaît que même si les VLE de l'arrêté ministériel sont plus contraignantes que celles de l'arrêté préfectoral, le dernier rapport de mesure indique une conformité à la nouvelle VLE.

Concernant les poussières, l'émissaire F104 est également conforme en 2025 à la nouvelle VLE de l'arrêté ministériel.

Éléments de l'exploitant:

Lors de la visite, l'exploitant a déclaré que les dépassements en concentration étaient dus au caractère inadapté de l'oxydateur vis-à-vis des changements de production.

La chute de production dans l'installation a engendré de plus importantes périodes de transition, liées aux grades utilisés, et à l'espacement temporel des productions, fonctionnant par bulle. Cette irrégularité du procédé impacte directement l'efficacité du SRU, et occasionne des rejets plus importants.

L'exploitant déclare également qu'un remplacement de l'oxydateur est envisagé pour 2032. Néanmoins l'administration n'a reçu aucune information formelle sur le sujet.

Analyse de l'inspection des installations classées:

Au regard du constat établi sur les résultats de mesures en SO₂ pour l'année 2025, il apparaît clairement que l'exploitant est non conforme pour ses rejets en SO₂ aux prescriptions de l'arrêté ministériel, et à celles de l'arrêté préfectoral. L'inspection des installations classées propose donc au préfet de mettre en demeure l'exploitant sur ce point.

Également, il apparaît que la nouvelle VLE de 300 mg/Nm³ pour les SO_x est inatteignable en l'état et dans un délai rapide par l'exploitant dans des conditions économiquement acceptables. Néanmoins, l'inspection des installations classées note également qu'aucun élément concret concernant une étude technico-économique et un calendrier de mise en conformité précis ne lui a été transmis.

L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant que dans le cadre de l'article susmentionné, il est possible de demander une dérogation au titre de l'article 6 de l'arrêté du 4/11/2024 susmentionné.

L'inspection rappelle à l'exploitant qu'à l'heure actuelle, la VLE la plus contraignante entre l'arrêté ministériel et l'arrêté préfectoral s'applique. L'inspection des installations classées a procédé par

sondage, mais demande à l'exploitant de poursuivre sa mise en conformité sur l'ensemble des prescriptions en poursuivant son récolement de l'arrêté ministériel.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande d'action corrective :

La demande de calendrier et d'une étude technico-économique portée au point de constat N°3 est reconduite.

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de revoir, dans un délai de deux mois, le récolement de l'arrêté ministériel du 04/11/2024 dans son intégralité, et sur l'ensemble des articles, afin de définir ce qui lui est applicable, en prenant en compte les échanges de la visite.

Également, l'inspection des installations classées propose de mettre en demeure l'exploitant de respecter les valeurs limite d'émission imposées par le présent article pour ses émissions en SO2 dans un délai d'un an.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Plan de gestion des solvants (PGS)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/03/2017, article 8.2.1.3

Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance et réduction des émissions de solvants

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 25/04/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 24/10/2025

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation.

Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Si la consommation annuelle de solvant de l'installation est supérieure à 30 tonnes par an, l'exploitant doit également :

- transmettre annuellement à l'inspection des installations classées le plan de gestion des solvants,

- informer l'inspection des installations classées, les actions prévues visant à réduire leur consommation .

Constats :

Le temps alloué à la visite n'a pas permis d'aborder ce point en détail, et notamment, le contenu du nouveau PGS 2025, établi par l'exploitant à la suite des remarques de la visite du 25/04/2025, n'a pas été vu en profondeur. Il sera abordé lors d'une prochaine visite. L'inspection des installations classées note néanmoins qu'un grand nombre de précisions ont été apportées, et que le document est maintenant autoportant.

Néanmoins, le nouveau PGS 2025 mentionne l'installation de nouveaux débitmètres sur site, dans le but d'affiner la métrologie permettant de préciser les estimations de flux.

Par sondage, l'inspection des installations classées a donc constaté en salle de commande la présence du débitmètre FI367-1, mesurant les quantités de glycol entrant dans le bac T114. Lors de la visite, le débit était de 18kg/h. L'opérateur a déclaré qu'aucun dépotage n'était en cours, mais la valeur indiquée était un flux résiduel.

L'inspection des installations classées a également constaté en salle de commande la présence du débitmètre FI04-4, servant au suivi du glycol mesurant le flux pur en recirculation sur le site. La valeur affichée par ce débitmètre était nulle au moment de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite